

**Union européenne - Venezuela -
Conseil affaires étrangères -
Conclusions - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 15 mai 2017)

1. L'Union européenne rappelle les conclusions du conseil du 18 juillet 2016, dans lesquelles ce dernier déclarait soutenir pleinement les efforts déployés par le Venezuela pour faciliter un dialogue urgent, constructif et effectif entre le gouvernement et la majorité parlementaire, créant des conditions propices à la matérialisation de solutions pacifiques aux défis pluridimensionnels que le pays doit relever.
2. Au cours des dix mois qui se sont écoulés, les efforts de médiation n'ont pas produit les résultats escomptés et le processus piétine. Depuis lors la polarisation politique s'est accentuée, la situation économique et sociale a continué de se dégrader et les violences se sont aggravées, causant la mort de nombreuses personnes et faisant de nombreux blessés. Tous les incidents violents doivent faire l'objet d'enquêtes.
3. La violence et le recours à la force ne permettront pas de résoudre la crise que traverse le pays. Les droits fondamentaux des Vénézuéliens, y compris le droit de manifester pacifiquement, doivent être respectés. Il est capital que toutes les parties s'abstiennent de recourir à la violence. De ce point de vue, l'annonce selon laquelle les groupes de civils armés verraient leurs effectifs accrus et leurs moyens encore renforcés est préoccupante, car cette mesure risque d'alimenter de nouvelles violences et ne concourt nullement à résoudre la situation. L'UE rappelle également que le recours à des tribunaux militaires pour juger des civils va à l'encontre du droit international.
4. L'Union européenne attend de tous les acteurs et de toutes les institutions politiques du Venezuela qu'ils oeuvrent dans un esprit constructif à la recherche d'une solution à la crise que connaît le pays, dans le plein respect de l'État de droit et des droits de l'Homme, des institutions démocratiques et de la séparation des pouvoirs, qui permette d'établir un calendrier électoral afin que le peuple vénézuélien puisse exprimer sa volonté de manière démocratique. La libération des opposants politiques emprisonnés et le respect des droits constitutionnels de tous les acteurs politiques de voter et de participer aux élections constituent également des mesures déterminantes pour instaurer la confiance et aider le pays à retrouver la stabilité politique.
5. L'Union européenne appelle résolument à ce que la coopération extérieure soit facilitée en vue de répondre aux besoins les plus urgents de la population. L'Union européenne est fermement résolue à aider le Venezuela à trouver des solutions pacifiques et démocratiques, et elle est prête à utiliser tous les instruments à sa disposition pour soutenir les efforts régionaux et internationaux dans ce sens.

6. Le Venezuela compte plus de 600.000 citoyens européens qui subissent la situation actuelle et dont la sécurité et le bien-être préoccupent l'UE. À cet égard, l'UE réaffirme qu'elle est disposée à coopérer avec les autorités vénézuéliennes afin de prêter assistance à tous les citoyens européens présents au Venezuela et d'assurer leur protection et leur sécurité./.